

Dans l'ensemble, remarque l'auteur, des réformes favorables pour la femme ont été entreprises, bien qu'elles soient encore trop fragiles et rares.

Michael Willis écrit sur la politique berbère, l'un des chapitres les plus intéressants. Pendant de nombreuses années, la question de l'identité berbère et de la Kabylie a reçu très peu d'attention ou a été considérée comme tabou ou objet d'une manipulation excessive en tant que contrepoids à l'islamisme. Cependant, depuis les années quatre-vingt-dix, défendre l'identité berbère ou kabyle n'est plus considéré comme une agression contre l'Etat national ainsi qu'il en était de par le passé. Et au Maroc en particulier, la culture *amazigh*, ses traditions et sa langue, sont défendues par le Roi même.

« Repenser la sécurité maghrébine » présente la question du multilatéralisme et de la dénationalisation de la sécurité maghrébine. On y souligne le dialogue entre l'OTAN et les pays du Maghreb comme une façon de confier aux armées maghrébines des affaires de sécurité, ce qui implique qu'elles peuvent opérer conjointement avec les forces de l'OTAN. Bien que l'auteur ne s'oppose pas en principe à une telle évolution, il tire la sonnette d'alarme vis-à-vis du risque qui pourrait faire que la dénationalisation des politiques de sécurité maghrébine conduise à la dissolution de l'identité de la sécurité régionale. Le problème au Maghreb, ainsi qu'au Mashrek, est le vide en sécurité et l'absence d'un système de sécurité commun qui le remplisse.

Ce compte-rendu ne peut englober toute la richesse d'un livre aussi largement documenté et bien écrit. En tant que lecteur, je le recommande sans aucun doute à tous les étudiants et je crois fermement que tous ceux qui s'intéressent au Maghreb devraient avoir accès à lui. Nous devons féliciter Amirah Fernández et Zoubir pour leur travail au moment d'éditer une collection de document aussi riche.

B.K. directeur du Centre d'Etudes et de Recherches sur le Monde Arabe contemporain. Université Catholique de Louvain



**MediTerra 2008.
Les futures agricoles
et alimentaires
en Méditerranée**

CIHEAM-Sciences Po.
Les Presses.
356 pp.

La seconde édition de l'annuaire *MediTerra* est publiée en espagnol et en français (des éditions en anglais, italien et arabe sont également disponibles). Cet ouvrage est élaboré par le Centre de hautes études agronomiques de la Méditerranée (CIHEAM ; www.ciheam.org), une organisation intergouvernementale qui réunit 13 pays méditerranéens et les Instituts Agronomiques Méditerranéens de Bari, Montpellier, Chania et Saragosse. Cet annuaire sur l'agriculture méditerranéenne (l'édition de 2007 fut consacrée à « Identité et qualité des produits alimentaires méditerranéens ») est devenu une source de référence incontournable sur ce secteur, et c'est là son plus grand intérêt, comme un point de convergence des défis culturels, géopolitiques, sociaux, environnementaux et économiques que doit affronter la Méditerranée (pour une synthèse très serrée de son contenu, voir l'article de Sébastien Abis et Pierre Blanc dans *AFKAR/IDEES* n° 17, p. 70-73).

Cette année, l'annuaire offre une rigoureuse et exhaustive vision prospective de la situation agricole, alimentaire et rurale, fruit de plus de deux ans de travail d'une équipe de 14 auteurs et une cinquantaine d'experts. Après une analyse complète de l'agriculture et de la situation agroalimentaire dans la région méditerranéenne, illustrée avec de nombreuses cartes, tableaux et graphiques qui offrent des clés de lecture sur le contexte socioéconomique et géoéconomique, les ressources naturelles (ce qui inclut les effets du réchauffement de la planète, l'eau, l'énergie et les terres agricoles : « nous sommes arrivés à la limite », constate-t-on p. 117), les tendances de la diète et la consommation de produits agroalimentaires et

l'évolution de science et la technologie dans le secteur, en plus de la « gouvernance agricole » (l'ensemble des acteurs et des politiques qui ont des répercussions sur le secteur agricole et leurs interactions), on prône une série de priorités pour l'action bien spécifiées à partir de quatre scénarios possibles d'avenir. Le premier scénario continuiste ou tendanciel d'une « Méditerranée sans convictions » se caractérise par une augmentation continue des inégalités et des fractures (économique, technologique, mais aussi sociale et environnementale) ; le deuxième est un scénario de crise « Méditerranée sous tensions » ; le troisième est un scénario plus positif de réaction des pays méditerranéens face aux défis de la globalisation mais de façon fragmentée et basée sur les intérêts strictement nationaux et sur des partenariats opportunistes à géométrie variable ; et finalement, le quatrième scénario optimale, et volontariste dans le meilleur sens du terme, pré-suppose « Une euro-Méditerranée en confiance ».

Il est clair, en partant de la définition de ces scénarios, que *TerraMed 2008* se base dans l'existence de défis complexes et communs à tous les pays méditerranéens pour préconiser la recherche de solutions communes et intégrales, en pariant sur une promotion de le partenariat euroméditerranéen qui permette de donner un contenu à une solidarité agricole et environnementale euroméditerranéenne que la géographie impose mais que, jusqu'ici, la politique a trop tardé à mettre en pratique. Cette approche « régionaliste » (ou « méditerranéiste ») et intégrée, basée précisément sur une technique avec une longue tradition en France que la prospective (« Le futur ne se prévoit pas, le futur se prépare »), contribue au débat sur la coopération euroméditerranéenne à un moment où le projet français d'Union pour la Méditerranée, qui semble privilégier les approches partielles et nettement economicistes, articulé exclusivement autour de projets concrets, semble s'être emparé de l'agenda politique.

Mais l'intérêt de cette publication va au-delà de l'agriculture. Son exercice

de prospective est très révélateur et est valable au-delà du secteur agricole pour l'ensemble de la Méditerranée, dans la mesure où il met en relief que le *statut quo* n'est pas une option. On y remarque que le scénario de crise sera de plus en plus probable si l'on n'agit pas, et que le scénario optimiste « Une euro-Méditerranée en confiance » peut disparaître du spectre des avenir possibles si l'on ne commence pas à le construire immédiatement ; « renoncer maintenant à cette option pourrait avoir des conséquences très lamentables dans l'avenir » (p. 344). Les sept orientations générales pour l'action et les 13 propositions techniques spécifiques qui font conclusion à ce travail constituent no tant le point final que le point de départ pour la discussion politique, maintenant que les relations entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée en général, et l'agriculture en particulier, réclament à nouveau l'attention des politiciens et experts.

A un moment où l'augmentation exorbitante des prix des aliments, avec tous les risques que cela comporte, a replacé l'agriculture au centre du débat sur le développement dans le monde, cette publication offre de façon très accessible pour les non initiés une source inépuisable de ressources, ainsi qu'une vision d'ensemble et les clés fondamentales d'interprétation pour se faire une idée sur ce sujet. En Espagne, qui a agit pendant trop longtemps en tant que tête de file de l'opposition à la libéralisation agricole européenne vers les pays du sud de la Méditerranée, en Europe, qui se prépare à entreprendre un « bilan de santé » de sa politique agricole commune, qui a montré jusqu'ici un parfait autisme quant aux défis que pose son voisinage sud le plus immédiat, et au Maghreb, où la sécurité alimentaire est l'un des vecteurs fondamentaux de la stabilité sociale (ainsi que le démontrent les émeutes qui ont commencé à se produire en Algérie, au Maroc et même en Tunisie du fait de la hausse des prix) et où le milieu rural continue d'héberger plus d'un tiers de la population, il s'agit d'une lecture très utile. Pour les négociateurs et experts en sujets euroméditerranéens, nous sommes tout simplement face à un au-

thentique vade-mecum agricole, un ouvrage de référence pour emmener avec eux au cours de leurs voyages.

I.M. Instituto Complutense de Estudios Internacionales



Historia del Egipto contemporáneo

Bárbara Azaola Piazza,
Los libros de La Catarata,
Madrid 2008.
225 pp.

Ainsi que certains égyptiens se plaisent à faire remarquer, connaître l'histoire d'Egypte c'est connaître et comprendre nombre de situation, de processus et d'impasses apparent qu'affronte la région. La lecture du livre de Barbara Azaola publié par La Catarata devient indispensable.

Situé au cœur du monde arabe, l'Egypte a été un pays leader dans la zone, creuset de cultures, objets d'appétences coloniales et chercheur continu d'une forme de gouvernement avec lequel maintenir son leadership et faire avancer ses habitants. Avec une forte tradition réformiste et des aspirations de modernisation, l'Egypte des années vingt du XX^e siècle vécut une expérience de monarchie parlementaire où l'on put déjà observer certaines des difficultés d'ordre pratique et symbolique pour le développement d'un modèle démocratique au-delà des apparences. Les tensions entre le parti Wafd et le monarque étaient accompagnées d'une augmentation des prérogatives de celui-ci, mettant en relief les vellétés autoritaires et de contrôle du domaine politique du gouvernant. Dans sa stratégie de contrôle, on assista à la création et appui de formations extraparlimentaires puissantes face au croissant nationalisme d'entre-deux-guerres. Influencés par les mouvements nationalistes et fascistes européens de l'époque, les associations et mouvements à caractère patriotique cohabitèrent avec d'autres mouvements conservateurs d'inspiration islamique, dont le développement n'était pas mal vu para la monarchie

perçus comme opposition naturelle au parti Wafd et ses élites parlementaires.

Une fois dressé l'espace politique égyptien dans une certaine perspective historique, l'auteur révisé avec une fine analyse les principaux événements de l'histoire contemporaine d'Egypte, faisant un bilan des clés idéologiques, de la situation du pays et de la conjoncture régionale en termes de relations internationales, ainsi que des propositions économiques et sociales que chacun des gouvernants a développé pendant son mandat.

Les chapitres suivants sont consacrés sous forme de monographie à chacun des présidents du pays, – Nasser, Sadate et Moubarak – et leur action politique. L'analyse de l'Egypte de Moubarak est particulièrement intéressante du fait de sa nouveauté et de la proximité dans le temps. Le continuisme autoritaire de l'actuel président – au pouvoir depuis plus d'un quart de siècle – nous montre la consolidation d'un pluralisme contrôlé et exercé dans plusieurs rendez-vous électoraux successifs, ainsi que le contrôle de l'espace politique à travers la division des forces politiques existantes, la légalisation d'une partie d'entre elles, la création de nouvelles forces et la condamnation et persécution d'autres. Les Pactes Nationaux ont limité l'exercice démocratique et la répression de groupes comme les Frères musulmans est un fait quotidien. Malgré cela, l'affluence de forces au moment des élections ne se voit pas, apparemment, touchée.

Le projet du Grand Moyen Orient, la *Freedom Agenda* et l'invasion nord-américaine d'Irak en 2003 ont eu leur impact dans le pays qui, ainsi que le livre l'explique, maintient de compliqués équilibres par son opposition à des initiatives dans la région non appuyées par les Nations unies et par, en même temps, la mise en pratique des recettes de démocratisation dictées de l'extérieure. Certains alignements avec les Etats-Unis valent au régime de Moubarak un rejet social large, qui se voit renforcer par les doutes sur la succession du président. Connaissant la faible popularité de l'intention de transformer